

Coordination Communiste

pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire
BP 51, 59007 Lille Cedex – coordcommuniste@numericable.fr



**Pour défendre et reconquérir la souveraineté nationale,
Pour sauver et étendre les acquis sociaux, laïques et
démocratiques,
Pour faire échec à la construction d'un nouveau bloc
impérialiste européen dangereux pour la paix,
NON A TOUTE CONSTITUTION EUROPEENNE !**



Le projet de constitution européenne supranationale rédigé par Giscard et approuvé par les partis droite et de gauche du capital constitue une grave menace pour les travailleurs, pour le peuple de France, pour tous les peuples d'Europe et les peuples opprimés par les Etats impérialistes d'Europe.

En instituant une " constitution supranationale " qui prévaudrait sur la constitution française, le projet de constitution supranationale met en place une Europe fédérale impérialiste qui réduit à rien la souveraineté des peuples de chaque Etat européen et leur ôte à chacun la possibilité de décider de ses destinées. Même si Marianne subsiste pour un temps sur les timbres-poste et au fronton des mairies, c'est bel et bien la fin programmée de la République et de la Nation française souveraine.

Ce projet antidémocratique est porté par les forces du grand capital " français " qui, pour détruire les acquis sociaux et démocratiques des peuples, spécialement les grandes conquêtes sociales de la Résistance et de la Libération et l'héritage démocratique de la Révolution française bourgeoise (laïcité, République une et indivisible, égalité de tous devant la loi ...) sont prêts à liquider la nation pour lui substituer une " Europe des régions " de plus en plus inégalitaire.

Les dispositions de la " constitution " giscardienne durcissent en outre tous les aspects les plus totalitaires du traité de Maastricht, que près de 50% des Français avaient rejeté en 92. Si une telle " constitution " passe, les classes capitalistes des 25 pays de l'Union européenne pourront faire bloc à tout moment, y compris en s'appuyant sur l' " armée européenne " pour briser les grèves, détruire les acquis des salariés un pays après l'autre, faire échec à toute avancée sociale, bloquer toute transformation révolutionnaire de la société ou plus simplement, paralyser toute politique indépendante déplaisant aux " marchés financiers ".

Déjà le traité de Maastricht et ses suites (traités de Schengen, Amsterdam, Nice, monnaie unique, Banque centrale européenne, accords de Barcelone co-signés par Chirac et Jospin, pacte de stabilité monétaire, etc.) sont à l'origine du démantèlement de nos services publics, de la casse des retraites à Paris, Rome, Vienne, Berlin, de la destruction du statut de la fonction publique, de la diminution des indemnités chômage, de la liquidation du statut des intermittents, de la mise à mort de la Sécurité sociale; le libéralisme brutal institué par ce traité, renforcé par l'élargissement à l'Est de l'Union européenne à des conditions néo-coloniales, a été un moyen formidable pour le MEDEF d'accélérer les délocalisations, la casse des industries, de la pêche et de l'agriculture nationales.

C'est encore au nom de la construction européenne qu'Allègre, puis Ferry et Raffarin se sont lancés dans le démantèlement de l'Education Nationale et de l'Université et que le gouvernement, aiguillonné par le commissaire européen Lamy (PS) multiplie les mesures d'austérité contre notre peuple: suppression aux chômeurs de l'A.S.S, coupes claires dans le budget des services publics, blocage des salaires, retour au travail de nuit des ouvrières, autorisation du travail des enfants à partir de 13 ans, plan Juppé, déremboursements de milliers de médicaments, augmentation du forfait hospitalier, loi scélérate en préparation contre la Sécurité sociale.

En résumé, la constitution européenne vise à graver dans le marbre l'exploitation capitaliste sous ses formes les plus rétrogrades. Elle constitue un moyen pour "thatchériser" l'ensemble des pays d'Europe en liquidant tout le "social " et en réduisant les élections à une pure comédie. Ce n'est donc pas un hasard si ce projet est chaleureusement soutenu par le MEDEF du méprisant baron Seillère.

C'est pourquoi, conformément à la tradition combative qui fut longtemps celle du PCF, lequel a su associer le drapeau tricolore de la nation au drapeau rouge des travailleurs, fidèles au Non ouvrier et populaire de gauche à Maastricht de 92, les militants communistes des deux organisations soussignées appellent les travailleurs, les démocrates, les progressistes à exiger un référendum pour battre la constitution européenne de Giscard, Lamy, Chirac, Raffarin, Sarkozy, Seillères et autres Fabius.

Il ne s'agit pas que d'un combat défensif: dans la période récente, chaque fois qu'un projet inspiré de l'Europe libérale a été soumis à référendum, il a été rejeté par les électeurs (on l'a vu en Suède, qui vient de refuser l'euro, on vient de le voir coup sur coup en Corse et aux Antilles où les populations ont rejeté la " décentralisation " Raffarin, étape pour imposer l'édification de l'Europe du capital et mieux diviser les travailleurs.

Le NON POPULAIRE, NATIONAL ET REPUBLICAIN par référendum à la constitution européenne mettra le pouvoir chiraquien et le MEDEF sur la défensive. Une véritable alternative politique pourra émerger dans le pays: celle qui, à l'inverse de la fausse gauche pro-Maastricht représentée par le PS et ralliée par les dirigeants " euro-constructifs " du PCF, mettra en échec non seulement la droite mais sa politique, inspirée par le MEDEF et l'Europe du capital. Battre la constitution européenne, ce sera un excellent moyen pour que le mouvement ouvrier et populaire, vigoureux mais privé de perspective politique, s'attaque au cœur de la politique du grand capital: la construction d'un Etat fédéral impérialiste qui ambitionne l'hégémonie mondiale.

Affronter l'Europe supranationale du grand capital sur des positions de gauche et de classe, c'est aussi le meilleur moyen pour faire reculer les fascistes du FN qui dévoient le mécontentement populaire dans le racisme. Nous appelons d'ailleurs les travailleurs immigrés à lutter dans l'unité avec les travailleurs français pour faire échec à la constitution européenne, une constitution de surcroît fortement connotée "judéo-chrétienne" s'inscrivant dans les dérives racistes et chauvines impérialistes à la Berlusconi.

Battre la constitution européenne, ce sera également servir la paix: car la paix n'a pas besoin d'un second bloc impérialiste, pour l'instant tantôt allié, tantôt rival des USA dans la lutte pour le partage du monde et des profits. Dans notre région, à Lille, va s'installer l'état-major d'une future "force multinationale de réaction rapide ", nouvel instrument pour mater les peuples! La paix a besoin du développement de luttes sociales démocratiques et antifascistes communes en Europe et du soutien international à toutes les luttes contre le nouvel ordre mondial inhumain et barbare.

Déclaration commune (mars 2004): Association Renaissance Communiste 59/62 Coordination Communiste 59/62